BILLET D'ACTUALITE

Gros temps sur l'UE

Par Philippe COSTE, Ancien Ambassadeur

- ***L'Europe est en situation de décrochage économique par rapport aux Etats-Unis, dont la croissance se poursuit malgré le contexte.***

- ***On impute notamment ce décrochage à 3 facteurs : la crise énergétique, la transition numérique et les évolutions démographiques.***

- ***A défaut d'une croissance stable, les Européens seront contraints de réformer leur économie en profondeur pour maintenir le cap.***

Pour le dire vite, les charges de l'Europe s'alourdissent alors que ses moyens diminuent. **La divergence des performances économiques entre les Etats-Unis et l'Europe est en train de s'approfondir de plus en plus dangereusement**. Elle concerne à la fois la croissance globale de chacun des deux ensembles, la richesse par tête et la productivité de leurs habitants. Avant la crise des *subprimes*, le PIB européen bénéficiait d'une légère avance sur l'américain : 16 200 milliards de dollars contre 14 700. En 2023, il plafonne à 20 000 milliards de dollars tandis que l'américain s'est envolé à 25 400. Par tête, l'écart se répercute, évidemment. Mais, plus grave, la productivité par heure travaillée, sur la base 100 en janvier 2004, est passée aujourd'hui à 113 de ce côté-ci de l'Atlantique contre 137 de l'autre.

On impute généralement cette divergence à trois causes. **D'abord, les prix de l'énergie**. Les Européens ont été particulièrement exposés aux conséquences énergétiques de l'invasion russe de l'Ukraine alors que les Américains en ont été protégés par leur autosuffisance en la matière. **Ensuite le numérique**. Dans ce domaine, l'immense majorité des leaders du secteur sont américains ou asiatiques, alors que les Européens sont surtout des suiveurs, avec les conséquences qui s'ensuivent sur la qualité de la croissance respective des trois régions. **Enfin la démographie**, c'est-à-dire, aux Etats-Unis, l'absorption chaque année de millions d'immigrants dont l'arrivée dynamise l'économie, alors que côté européen, l'immigration est surtout perçue comme une menace pour notre identité et donc aussi soigneusement contrôlée que possible.

Au-delà de ces trois causes, on peut détailler. Trop peu d'entreprises européennes tirent profit des gains d'efficacité des technologies de l'information et de la communication. Les marchés des produits et du travail sont sur-réglementés dans nos pays. L'industrie du capital-risque y est trop petite et trop frileuse. Les populations européennes vieillissent rapidement et de plus en plus d'actifs préfèrent travailler moins tout au long de la vie, de l'année ou de la semaine. En outre, la dynamique des réformes économiques s'est ralentie depuis 2012. En tout cas, de tout cela, le résultat est toujours le même. **Moins de croissance signifie moins de marges de manœuvre pour faire face aux trois impératifs que**

nous proclamons hautement par ailleurs, à savoir rattraper à marche forcée notre retard en matière de défense, continuer de financer la transition climatique et assurer le maintien de notre modèle social. En pratique, réaliser ces trois ambitions suppose de consentir à des dépenses pharaoniques : plusieurs centaines de milliards d'euros par an pour chacune d'entre elle. La poursuite de la croissance molle ne va pas permettre de les financer.

Jusqu'à présent, nous nous en sommes tirés d'affaire en recourant à deux types d'expédients que sont l'emprunt d'une part, et d'autre part, le sous financement de l'indispensable, c'est-à-dire l'éducation et la recherche, les équipements et autres services publics, et naturellement la défense. Aujourd'hui, ces échappatoires ne sont plus praticables. A juste raison, l'Union européenne se veut pionnière en matière climatique. Avec ses alliés, elle entend bien faire en sorte que Vladimir Poutine ne gagne pas sa guerre d'agression. Et bien entendu, les dirigeants européens ne sont que trop conscients du lien qui existe entre la détérioration de l'État-providence et la montée du populisme.

Si elle veut couvrir la facture de ces efforts, l'économie européenne doit impérieusement générer plus de croissance et pour cela, ses dirigeants se doivent de la réformer beaucoup plus résolument. Le problème immédiat étant que les réformes ne produisent de la croissance qu'avec des délais peu compatibles avec l'urgence et qu'elles supposent une détermination politique sans faille des dirigeants soutenue par une adhésion forte des opinions, deux conditions qui ne paraissent guère réunies alors que les principales capitales – Paris et Berlin mais aussi Rome, Madrid et Londres – sont aux mains de pouvoirs incertains et dépourvus de la volonté et de l'autorité nécessaires.

A défaut de croissance, des choix difficiles vont être inévitables. Sauver l'Ukraine (et nous-mêmes) d'une offensive russe qui se précise relève de l'extrême urgence. Conjurer la menace populiste qui pointe à la veille des élections européennes de juin est une nécessité. La lutte contre le réchauffement climatique, qui est une affaire de plus longue haleine, risque fort d'en faire les frais. Les signes d'une fatigue des Européens sur ce front se font déjà sentir. Et tout cela, bien sûr, sans compter avec le risque d'un retour aux affaires de Donald Trump ou celui, sait-on jamais, d'une nouvelle pandémie. L'avenir est chargé. **Il serait grand temps d'en prendre conscience et de galvaniser les énergies**. Ce serait un débat de campagne tout trouvé pour les prochaines élections européennes.

Philippe COSTE
Ancien Ambassadeur